

**INDIVIDUAL CONSULTANT PROCUREMENT NOTICE**
**Date: 23 Janvier 2020**

<b>Titre du Poste:</b>	Consultant pour effectuer l'Examen de la politique des services de distribution : Services de commerce de gros et de détail
<b>Consultant national ou international:</b>	National
<b>Durée:</b>	40 jours ouvrables sur une période de 09 mois
<b>Lieu d'affectation:</b>	Mission à domicile avec un voyage prévu aux pays arabes
<b>Projet:</b>	Renforcement de l'Intégration Economique Arabe pour le Développement Durable (AEISD)
<b>Numéro de la demande:</b>	
<b>Contrat a long terme (oui/non)</b>	Non

**CONTEXTE**

Le Projet de Renforcement de l'Intégration Economique Arabe pour le Développement Durable (AEISD), mis en œuvre par le PNUD, fixe comme objectif, la fourniture d'une assistance technique à la Ligue des États Arabes (LEA), en particulier les organes concernés du Secteur Economique du Secrétariat de la LEA et les États membres La Grande zone arabe de libre-échange (GZALE). L'objectif étant de soutenir les efforts visant une intégration plus poussée, y compris l'établissement de l'Union douanière arabe. Le deuxième élément important concerne le renforcement de la connectivité arabe entre les économies de la région. On espère que ces efforts se traduiront par une contribution accrue de l'intégration économique pour améliorer les moyens de subsistance des populations, davantage d'emplois et la participation du secteur privé.

Le commerce des services a gagné en importance pour la majorité des pays arabes - une tendance constante pour les pays en développement qui se lancent dans la diversification économique. Selon les statistiques du Fonds monétaire arabe (2017) sur le commerce des économies arabes, la contribution des industries extractives (c'est-à-dire les mines, le pétrole et le gaz) au PIB continue de baisser, tandis que la fabrication, l'agriculture et les services augmentent.

Le commerce des services a un potentiel important pour lutter contre la pauvreté dans les pays arabes, car il a été prouvé empiriquement par de récents travaux de recherche de la CNUCED que la part du secteur des services dans l'emploi et le PIB a augmenté pour la plupart des pays arabes au cours de la dernière décennie. L'économie des services a également un rôle indéniable dans la promotion de l'inclusion et en particulier sur l'autonomisation économique des femmes ainsi que la promotion des ODD dans le contexte de l'intégration économique régionale.

En ce qui concerne l'économie marocaine, la structure de l'importance des services par rapport au PIB est cohérente sur la période 2012-2017 au cours de laquelle le commerce des services représentait environ 27% du PIB en 2017 (contre un ratio moyen de 21% du PIB de toutes les économies arabes) avec un taux de croissance moyen de 4% sur une base annuelle.

Compte tenu des liens intersectoriels et des rôles essentiels joués par des politiques nationales de réglementation et d'incitation soigneusement conçues, de nombreux pays en développement ont besoin d'une assistance technique pour identifier et construire des cadres institutionnels efficaces et des ensembles de réformes politiques nécessaires pour assurer les gains de développement des services et libéralisation du commerce des services.

À cet effet, l'assistance technique de la CNUCED dans le domaine des examens des politiques de services<sup>1</sup> (EPS) est conçue pour guider les pays demandeurs à travers un examen systématique des environnements de politique économique, réglementaire, institutionnelle et commerciale caractérisant leurs secteurs de services dans le but de les aider à améliorer la réglementation et créer des cadres institutionnels et identifier les options de politique commerciale qui font progresser les objectifs nationaux de développement sectoriel. L'objectif ultime de l'EPS est de renforcer la capacité des décideurs, des régulateurs et des négociateurs commerciaux des pays en développement à saisir de nouvelles opportunités de marché et à relever les défis nationaux dans des secteurs de services clés et parfois sensibles.

Pour soutenir les efforts du Maroc vers l'intégration économique arabe, en particulier dans le domaine du commerce des services, la CNUCED et le PNUD entreprennent à la demande des autorités marocaines un examen de la politique des services (EPS) qui couvrira les trois (03) secteurs de services suivants sélectionnés par le ministère de l'industrie, du commerce, de l'économie verte et numérique (MITGDE):

- i) Services logistiques liés au transport et à la distribution de produits pharmaceutiques ;
- ii) Services de distribution, comprenant le commerce de gros et la vente au détail ;
- iii) Secteur des services professionnels, limité au sous-secteur des services juridiques.

L'analyse EPS couvrirait la dynamique économique et les dynamiques sociales associées du secteur national des services dans son ensemble et examinerait le potentiel de nouveaux marchés, en particulier dans les pays arabes et africains. Les trois 03 secteurs de services susmentionnés feront donc l'objet de l'EPS à entreprendre par la CNUCED et le PNUD pour le Maroc en 2019-2020.

Le travail du consultant, à entreprendre par l'expert, sous la supervision et avec les conseils de la CNUCED en collaboration avec le PNUD, contribueraient au rapport d'examen complet sur les trois secteurs identifiés. L'expert fera partie de l'équipe de travail nationale, y compris les fonctionnaires concernés du MITGDE en collaboration avec l'équipe de la CNUCED et du PNUD. Il est prévu que ses travaux soient intégrés dans le rapport final consolidé de l'EPS.

L'exécution de ce travail de conseil est effectuée conformément aux règles et règlements des Nations Unies applicables à la mise en œuvre directe déléguée et pleinement alignés sur les politiques et procé-

---

<sup>1</sup> UNCTAD (2014), A detailed Methodology for review of policy, regulatory, and institutional framework of trade in services

dures du programme et des opérations du PNUD (POPP). L'expert s'acquitte de ses fonctions sous la supervision et les conseils du conseiller technique en chef du PNUD et de l'expert de la CNUCED en ce qui concerne les activités de fond de l'EPS dans le cadre de cette mission.

### **MANDAT DU CONSULTANT**

L'EPS aiderait le gouvernement à concevoir et à mettre en œuvre un plan d'action stratégique pour les services de distribution au niveau des du pays et à identifier les options de politique commerciale permettant de faire progresser les objectifs de développement sectoriel national et de renforcer la compétitivité du secteur sur les marchés étrangers au niveau régional en priorité, ainsi que l'intégration sur le marché mondial des services.

Le consultant national sera chargé d'entreprendre une analyse quantitative et qualitative de la situation actuelle des services de distribution, en mettant l'accent sur les services de gros et de détail dans le pays. La méthode d'examen de la politique commerciale repose sur la méthodologie d'examen de la politique des services, conçue par la CNUCED, qui tient dûment compte des ajustements nécessaires des conditions et de l'environnement commercial du Maroc. En conséquence, le rapport final sur l'examen de ce secteur devrait couvrir, entre autres, les éléments suivants:

- i. Examen économique de la distribution (vente en gros et au détail);
- ii. Rôle et performance des deux sous-secteurs;
- iii. Réglementation, institution et mesures politiques ayant un impact sur les sous-secteurs en question;
- iv. Engagements spécifiques (au titre des accords commerciaux) pour la libéralisation des échanges concernant ces deux sous-secteurs, aux niveaux bilatéral, régional et multilatéral ;
- v. Analyse dite (SWOT) se rapportant à un audit des forces et faiblesses de ces sous-secteurs ainsi que les obstacles et les opportunités y relatifs.

A partir des conclusions de cet examen, il escompté que le Maroc identifiera les mesures institutionnelles et politiques requises pour développer davantage la capacité d'approvisionnement du secteur des services de distribution, concevra un séquençement adéquat des réformes, élaborera un cadre stratégique cohérent et complet pour le secteur des services de distribution, en se concentrant sur les sous-secteurs du commerce de gros et de détail, et en identifiant les options de politique commerciale susceptibles de faire progresser les objectifs de développement sectoriels nationaux et d'améliorer les exportations de services vers des marchés extérieurs potentiels.

La présente mission a pour objectif principal de procéder à un examen et à une analyse des secteurs des services de distribution en gros et au détail du point de vue du commerce des services. Conformément à l'objectif de l'EPS, le gouvernement marocain sera doté d'un ensemble de recommandations sur les mesures à prendre pour améliorer la performance et la compétitivité du secteur des services de distribution y compris les mesures, ci-après:

- i. Mesures de réforme pour améliorer les performances et la compétitivité des secteurs de la distribution en gros et des services de détail;
- ii. Objectifs de développement que les réformes sont censées atteindre;
- iii. Indicateurs permettant d'évaluer les effets des réformes proposées;
- iv. Un plan d'action désignant l'entité nationale chargée de la mise en œuvre de chaque recommandation, ainsi qu'un calendrier indicatif y relatif

Pour les besoins de cette mission, l'expert national se concentrera sur la collecte de statistiques commerciales, d'analyses quantitatives et qualitatives des services de distribution marocains, avec un accent particulier sur le sous-secteur des services du commerce de gros et de détail. L'examen devrait donner la priorité à l'analyse des facteurs relatifs à la capacité du secteur de fournir les services de la distribution afin d'en améliorer les performances. Dans le même temps, les résultats de l'examen des politiques contribueraient à l'objectif à long terme de renforcer les fournisseurs de distribution marocains pour leur permettre d'accéder aux marchés étrangers.

### **Activités principales**

Le consultant national est chargé des tâches suivantes :

1. Examen de l'environnement économique, réglementaire, institutionnel et commercial qui caractérisent le secteur de la distribution dans les sous-secteurs des services de gros et de détail, ainsi que les données pertinentes sur les services de distribution en ce qui concerne le commerce de gros et les secteurs des services de vente au détail au Maroc, conformément aux exigences du rapport consolidé final de l'EPS, y compris le rôle de ce secteur et sa contribution dans l'économie nationale ;
2. Analyse de l'impact des services de distribution de gros et de détail - dans l'économie et la politique commerciale du Maroc;
3. Examen détaillé de la composition du compte courant, de l'économie et du commerce des services de distribution (flux et tendances des services de distribution, en se concentrant sur la fourniture des services de gros et de détail, l'emploi, les investissements, les chaînes de valeur et le commerce), - compétitivité des services de gros et de détail, politiques d'accompagnement pertinentes (politiques de développement de la capacité de fourniture, structure et stratégies structurelles des secteurs de services de gros et de détail, cadres réglementaires comprenant les lois et règlements régissant les services de distribution) et cadres institutionnels correspondants ;
4. Analyse des défis et des opportunités en vue de suggérer des moyens d'améliorer les secteurs des services de gros et de détail, d'identifier les mesures de réforme, le cas échéant, et des propositions pour le développement du potentiel à l'exportation;
5. Compilation de toutes les données, informations et statistiques pertinentes du secteur des services de distribution axé sur les sous-secteurs des services de gros et de détail au Maroc (services fournis de manière transfrontalière par les détaillants et les grossistes en termes de vente de services, de données connexes sur l'offre de services par l'intermédiaire de filiales travaillant dans le commerce de gros et de détail, d'associations et de chambres de commerce concernées, de données connexes sur le commerce de gros en ligne, etc.). Au cas où ces données ne seraient pas disponibles, une enquête pourrait être conduite en collaboration avec les parties prenantes concernées;
6. Analyse quantitative des données commerciales et statistiques relatives aux services de distribution de gros et de détail, conformément à la classification OMC / GATS, accords bilatéraux, tels que l'accord commercial Arabe sur les services, UMA, Accord portant création de la zone de libre-échange continentale africaine (AZLEC), Accord d'association avec l'UE et accord de libre-échange bilatéral entre le Maroc et les États-Unis, et tout autre accord couvrant les services de gros et de détail entre le Maroc et des tiers.

L'analyse couvrirait les quatre modes de fourniture de services<sup>2</sup> selon l'AGCS, y compris les conditions d'accès au marché et les limitations à la clause NPF et le traitement national y compris les mesures restrictives concernant la présence commerciale et le système de licences et exigences pour les étrangers ;

7. Identification des tendances lourdes du marché des services de gros et de détail au Maroc, y compris l'évolution récente du commerce électronique et des services de commerce numérique, ainsi que l'impact potentiel de l'entrée de nouveaux acteurs importants clés dans le secteur des services de gros et de détail en termes de concurrence et d'investissement étranger. L'analyse devrait également examiner le potentiel d'exportation des services de gros et de détail vers des marchés étrangers. Une attention particulière serait accordée à l'impact sur la création d'emplois et au renforcement de la capacité de l'offre en tenant compte des objectifs de développement durable (ODD)

8. Organisation d'entretiens et de réunions avec l'ensemble des parties prenantes, y compris les agences gouvernementales concernées, ainsi que les organisations du secteur privé, les associations de défense des consommateurs et les chambres de commerce, entre autres, afin de collecter les informations sur les domaines d'intérêt commun des acteurs clés de ce secteur en vue d'aider le gouvernement à élaborer des outils politiques et d'adopter des orientations stratégiques dans les deux secteurs;

9. Préparation d'une enquête ou un questionnaire afin de collecter les données et informations non disponibles aux fins de l'analyse. L'interaction avec les parties prenantes nationales devrait viser à obtenir les derniers documents de politique, statistiques, et toutes autres données et informations pertinentes concernant les secteurs des services de gros et de détail. Cet exercice est soutenu par le MIICEN

10. Participation et contribution aux discussions et activités techniques liées au processus de l'EPS en particulier lors des ateliers nationaux et autres rencontres, le cas échéant pour s'acquitter de ses tâches en vertu du présent mandat menant à la préparation du rapport de l'EPS ;

11. Collaboration et coordination de ses activités avec les deux autres experts sectoriels travaillant pour le rapport final consolidé sur l'EPS du Maroc.

## **RESULTATS ATTENDUS**

Ci-après les produits/activités à livrer par le consultant national.

<p><b>Etape 1 :</b></p> <p>1. Préparation du projet de rapport préliminaire dans lequel le consultant national présentera les premiers éléments de son travail de recherche et d'analyse conformément aux présents termes de référence (TdR) et suivant la méthodologie de l'EPS conçue par la CNUCED, et les TdR.</p> <p>2. Données commerciales et économiques compilées (pour les années postérieures à 2013) concernant les sous-secteurs des services de gros</p>	<p>Conseiller technique principal (CTA) du PNUD et experts de la CNUCED</p>
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------

---

<sup>2</sup> 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

<p>et de détail au Maroc et leurs services de distribution connexes. Ces informations devraient être compilées conformément à la structure du rapport de l'EPS requise qui lui est communiquée par la CNUCED et l'équipe du PNUD.</p> <p>3. Présentation de données statistiques et d'informations aux fins de l'analyse qualitative et quantitative sous la conduite d'experts de la CNUCED.</p> <p>4. Présentation succincte du cadre juridique des services de distribution sur le marché marocain. Cela devrait également inclure l'élaboration narrative d'acteurs clés du secteur et les perspectives de son développement, de création et / ou d'extension d'entités du commerce de gros et de détail existantes, ainsi que de leur contribution potentielle à l'économie.</p>	
<p><b>Etape 2 :</b></p> <p>Préparation du projet de rapport final y compris les recommandations relatives aux services de distribution : commerce de gros et de détail au Maroc, conformément aux présents termes de référence (TdR).</p>	<p>Conseiller technique principal (CTA) du PNUD et experts de la CNUCED</p>

## ARRANGEMENT INSTITUTIONNEL

- La personne sélectionnée pour cette mission de conseil est tenue de manifester son engagement envers cette mission auprès du PNUD-RBAS;
- Il / elle accomplira ses tâches sous la direction générale du coordonnateur de programme régional et sous la supervision directe du conseiller technique principal et des experts de la CNUCED. La supervision inclura les approbations / acceptations des produits identifiés dans les sections précédentes ;
- Il / elle doit être en liaison et collaborer dans le cadre de ses travaux avec les deux autres consultants en charge des deux autres secteurs identifiés (Services de distribution et services juridiques), les responsables des organes gouvernementaux concernés et les experts de la CNUCED;
- Il / elle doit entretenir une communication étroite avec le PNUD-RBAS, la CNUCED et le point focal, coordonnateur de l'EPS au sein du gouvernement en l'occurrence le MIICEN, régulièrement et selon les besoins, à tout moment de la mission, afin de rendre compte de l'avancement dans la réalisation de ses activités.
- En cas de retard, il / elle informera rapidement le PNUD et la CNUCED afin que des décisions et des mesures correctives puissent être prises en conséquence. Les retards qui affecteraient le flux du travail collaboratif et la livraison des résultats dans les délais impartis entraîneraient la résiliation du contrat;

- Le PNUD et la CNUCED, se réservent le conjointement le droit, de demander des contributions, des examens ou des révisions supplémentaires, selon le besoin, s'ils le jugent nécessaire afin de garantir la qualité et la pertinence des travaux.

## **DURÉE DE LA MISSION**

La durée de la mission devrait être de 40 jours ouvrables à compter de la date de signature du contrat sur une période de 03 mois. La date prévue du début du contrat est février 2020.

## **LIEU D'AFFECTATION**

Il s'agit d'une mission à domicile avec un voyage prévu dans un ou deux pays arabes. Tous les voyages connexes seront organisés et couverts par le PNUD conformément aux règles et réglementations en vigueur.

## **QUALIFICATIONS ET CONDITIONS RQUISES DU CONTRACTANT**

- I. Qualifications académiques :
  - Master en économie, commerce international, développement international ou dans un domaine connexe des sciences sociales.
  
- II. Années d'expérience :
  - Au moins sept ans d'expérience pratique du commerce des services et de l'analyse des analyses économiques ainsi que du commerce international et des accords commerciaux préférentiels, y compris dans les pays arabes.
  - Une expérience démontrée de la réalisation de missions similaires dans la région arabe est un atout.
  
- III. Expérience Technique :
  - Expertise et connaissances en matière économie et analyse des incidences économiques du commerce des services et expérience avérée dans la réalisation d'évaluations des performances des accords commerciaux régionaux à l'aide d'outils d'évaluation ou de méthodologies, d'analyses économiques, de travaux d'analyse et de dialogues public-privé
  - Expérience de recherche et publications éprouvées dans le domaine du commerce, axées sur le commerce des services dans le cadre des accords commerciaux régionaux relatifs à l'élaboration et à la négociation de politiques commerciales
  - Expérience en matière d'analyses commerciales de services de distribution au Maroc
  
- IV. Exigences linguistiques
  - Maîtrise de la langue Arabe et française: rédaction et communication orale de manière claire et concise, solides compétences analytiques et de synthèse,. La connaissance de l'anglais est un atout.
  
- V. Valeurs et les normes éthiques de l'ONU

- Affiche une sensibilité et une adaptabilité culturelles, de genre, de religion, de race, de nationalité et d'âge.
- *Fonctionnalité*
  - Compétences en gestion du temps et en organisation, avec la capacité d'entreprendre de multiples tâches et d'exécuter des tâches sous pression;
  - Solides compétences analytiques et de synthèse;
  - Capacité à travailler de manière indépendante et à obtenir des résultats de qualité avec une supervision limitée et des horaires condensés;
  - Solides compétences en recherche quantitative et qualitative;
  - Expérience dans la production de rapports;
  - Aptitude à écrire de manière claire et concise;
  - Bonnes aptitudes pour le travail d'équipe et les relations interpersonnelles ;
  - Excellentes compétences en informatique, notamment Word, Excel et Power Point.
- *Gestion des connaissances et apprentissage*
  - Aptitude à promouvoir et à créer des produits basés sur le savoir;
  - Recherche et applique les connaissances, les informations et les meilleures pratiques émanant du PNUD et de la CNUCED et de l'extérieur, ainsi que d'autres entités et organisations des Nations Unies concernées;
  - Faire preuve d'une capacité d'innovation et de créativité pour fournir des conseils et une orientation stratégiques en matière de politique.

## **PROPOSITION DE REMUNERATION ET CALENDRIER DES PAIEMENTS**

Toutes les propositions doivent être exprimées en un montant forfaitaire. Ce montant doit être "tout compris". Veuillez noter que le terme «tout compris» implique que tous les coûts (honoraires professionnels, frais de déplacement, indemnités de subsistance, communications, consommables, etc.) éventuellement engagés sont déjà pris en compte dans les montants définitifs présentés dans la proposition.

Le contractant recevra un montant forfaitaire tout compris pour les livrables / produits au cours de la période d'attribution, sous réserve de la présentation d'une attestation de paiement (CoP) dûment certifiée et de la confirmation de l'exécution satisfaisante des travaux conformément au le tableau d'échéancier des paiements ci-dessous:

Etapes	Nombre de jours estimé pour chaque produit livrable	Date approximative	Paiement
--------	-----------------------------------------------------	--------------------	----------

<b>Etape 1 :</b> Après avoir terminé avec succès et soumis le jalon 1	15 Jours	Février 2020	30% après avoir terminé avec succès le jalon 1
<b>Etape 2 :</b> Après avoir terminé avec succès et soumis le jalon 2	35 Jours	Avril 2020	70% après avoir terminé avec succès le jalon 2

Les consultants individuels intéressés doivent soumettre les documents / informations suivants pour démontrer leurs qualifications. Les candidats qui omettent de fournir les informations requises ne seront pas pris en compte.

a) **Une lettre de confirmation d'intérêt et de disponibilité** dûment remplie, à l'aide du modèle fourni par le PNUD;

b) **CV personnel** ou **P11**, indiquant toutes les expériences antérieures de projets similaires, ainsi que les coordonnées (adresse électronique et numéro de téléphone) du candidat et au moins trois (3) références professionnelles;

c) **Brève description** des raisons pour lesquelles vous vous considérez comme le candidat le plus approprié pour cette mission.

d) Un **échantillon de travail** démontrant la compétence du candidat pour mener à bien cette mission.

e) **Proposition financière** indiquant le prix total du contrat tout compris, étayée par une ventilation des coûts, conformément au modèle fourni. Le terme «tout compris» implique que tous les coûts (honoraires professionnels, frais de déplacement, indemnités de subsistance, communications, consommables, etc.) éventuellement engagés sont déjà pris en compte dans les montants définitifs présentés dans la proposition. Si un offrant est employé par un organisme / une entreprise / une institution et s'attend à ce que son employeur lui facture des frais de gestion avant de le relouer à nouveau au PNUD en vertu de la convention de prêt remboursable (RLA), l'offrant doit indiquer à ce stade et s'assurer que tous ces coûts sont dûment intégrés dans la proposition financière soumise au PNUD.

**Les candidats intéressés doivent soumettre les documents ci-dessus sur le site Web des annonces d'emploi: [https://jobs.undp.org/cj\\_view\\_jobs.cfm](https://jobs.undp.org/cj_view_jobs.cfm) en un seul document au plus tard le 10 février 2020.**

**Les candidats intéressés peuvent trouver un avis de marché, une lettre de confirmation d'intérêt et de disponibilité et P11 <http://procurement-notice.undp.org/>**

**Veillez ne pas soumettre de proposition financière à ce stade. La proposition financière sera demandée aux candidats jugés techniquement acceptables.**

## **CRITERES DE SELECTION DES MEILLEURES OFFRES**

Méthode de notation combinée - où les qualifications et la méthodologie seront pondérées à 70%, et combiné à l'offre de prix qui sera pondérée à un maximum de 30% ; en utilisant les critères d'évaluation suivants:

#### **CRITERIA FOR SELECTION OF THE BEST OFFERS**

Méthode de notation combinée - où les qualifications et la méthodologie seront pondérées à 70%, et combiné à l'offre de prix qui sera pondérée à un maximum de 30% ; en utilisant les critères d'évaluation suivants:

<b>Critères</b>	<b>Pondération</b>	<b>Note max</b>
<i>Compétence techniques</i>	70%	100
<b>Critère A</b> : Expertise et connaissances en matière économie et analyse des incidences économiques du commerce des services et expérience avérée dans la réalisation d'évaluations des performances des accords commerciaux régionaux à l'aide d'outils d'évaluation ou de méthodologies, d'analyses économiques, de travaux d'analyse et de dialogues public-privé		35
<b>Critère B</b> : Expérience de recherche et publications éprouvées dans le domaine du commerce, axées sur le commerce des services dans le cadre des accords commerciaux régionaux relatifs à l'élaboration et à la négociation de politiques commerciales		30
<b>Critère C</b> : Expérience en matière d'analyses commerciales de services de distribution au Maroc		30
<b>Critère D</b> : Echantillon de travail		5
<i>Financière (Offre inférieure/Offre*100)</i>	30%	100
<b>Score total</b>	<b>Score technique * 0.7 + Score Financier * 0.3</b>	

Les consultants individuels seront évalués selon les méthodologies suivantes:

#### **Étape I: Dépistage et examen sur dossier:**

Les consultants individuels seront évalués selon la méthodologie suivante.

Les candidatures seront d'abord examinées et seuls les candidats répondant aux exigences minimales suivantes passeront au groupe de présélection :

- Au moins sept années d'expérience pratique du commerce des services et de l'analyse des analyses économiques ainsi que du commerce international et des accords commerciaux préférentiels, y compris dans les pays arabes.
- Maîtrise de la langue française.

**Critères d'évaluation technique max 100 points (pondération 70)**

- Expertise et connaissances en matière économie et analyse des incidences économiques du commerce des services et expérience avérée dans la réalisation d'évaluations des performances des accords commerciaux régionaux à l'aide d'outils d'évaluation ou de méthodologies, d'analyses économiques, de travaux d'analyse et de dialogues public-privé.
- Expérience de recherche et publications éprouvées dans le domaine du commerce, axées sur le commerce des services dans le cadre des accords commerciaux régionaux relatifs à l'élaboration et à la négociation de politiques commerciales
- Expérience en matière d'analyses commerciales de services de distribution au Maroc.
- Echantillon de travail

**Critères d'évaluation Financière**

L'évaluation finale combinera les notes de l'évaluation et de la proposition financière avec les pondérations suivantes attribuées à chacune:

Les consultants individuels seront évalués sur la base de la méthode **d'analyse cumulative** (méthode de notation pondérée), dans laquelle le contrat sera attribué au consultant individuel dont l'offre a été évaluée et déterminée comme suit:

- Réactif/conforme/acceptable; et
- Avoir obtenu le meilleur score parmi un ensemble prédéterminé de critères techniques et financiers spécifiques à la sollicitation.

Critère d'évaluation technique [70%]

Critère d'évaluation financière [30%]

Seuls les consultants individuels obtenant un minimum de 49 points (70%) de l'évaluation technique seraient pris en compte pour l'évaluation financière.

**AUTRES INFORMATIONS**

Membres du comité d'évaluation

Nom	Titre
1. Quang Le	Conseiller technique en chef

2. Khairedine Ramoul	Chargé des affaires économiques, CNUCED
3. Membre 3	

**APPROBATION**

**Termes de référence certifiés par :**

Signature \_\_\_\_\_  
 Nom Quang Le  
 Designation Chief Technical Advisor  
 Date \_\_\_\_\_

**Termes de référence certifiés par :**

Signature \_\_\_\_\_  
 Nom Abusabeeb Elsadig  
 Designation Results and Resource Management Specialist  
 Date \_\_\_\_\_